

dent, sauf une petite chose, il a oublié ou il a voulu oublier le passé. Mais là, c'est notre problème à nous, c'est notre responsabilité, il aurait voulu, il aurait souhaité, il a dit, je répète ce qu'il a dit, il a bien dit, mais il aurait souhaité que nous de l'opposition nous oublions toutes les faillites du gouvernement sur autant de dossiers, il aurait souhaité bien sûr que nous ne parlions pas de ce qui s'est produit, il a demandé à l'instar du ministre des Finances (M. Chrétien) dans sa déclaration, il a demandé bien sûr d'aider ce gouvernement et il a reconnu combien il était important pour le gouvernement de regagner la confiance de la population. Donc il a fait la preuve que le gouvernement avait déjà perdu grandement la confiance des électeurs canadiens.

L'économie, disait le ministre, dépend largement du climat de confiance dans le milieu des affaires, et il nous importe d'adopter le bill dont nous sommes saisis pour nous assurer et nous rassurer sur ce climat de confiance. Monsieur le président, je devrai pendant quelques minutes étudier cette question.

Comment est-il possible pour nous de l'opposition d'accepter d'emblée d'appuyer ce gouvernement lorsqu'il reconnaît l'importance et la nécessité d'avoir la confiance du public, je le répète, après avoir failli sur autant de dossiers. Je pense que nous ne serions pas honnêtes en demandant à la population d'oublier ce qui s'est passé et tout simplement dire: Je pense que le gouvernement est bien disposé maintenant. Ce gouvernement dirige ce pays depuis 12 ans, et il y a autant d'années que les Canadiens s'attendent à des mesures, autant de promesses d'ailleurs à partir de 1965, et je pense à la société juste qui nous a été promise.

Je pense également à ce grand objectif, à ce noble objectif de réunir les Canadiens et cela n'a pas été l'union, ce fut la désunion. Je pense à la promesse de la réduction du chômage, on parlait de cela en 1968, monsieur le président, de 168,000 à peu près, si je me souviens bien, on est passé à plus d'un million de chômeurs; restaurer l'agriculture quand on a constaté la détérioration dans ce domaine; augmenter le nombre d'agriculteurs quand on sait que cela s'est transformé en diminution; augmenter les revenus nets pour le producteur quand on sait parfaitement bien que cela a été une diminution de revenus nets. On va nous parler de revenus excédentaires, revenus bruts, revenus nets, c'est le contraire. Freiner l'inflation! Jamais on a connu une poussée inflationniste aussi sérieuse. On parlait d'une coopération étroite avec les provinces, cela a été de la confrontation plutôt que de la concertation. Confrontation également avec les hommes d'affaires, le milieu des affaires et les syndicats. Je vais passer outre sur le service de sécurité, j'aurai peut-être l'occasion d'y revenir plus tard. Le comportement de certains ministres fédéraux à l'égard de certains députés du Québec et ce avant le 15 novembre, monsieur l'Orateur. Je ne parle pas du 15 novembre, non, avant le 15 novembre. Je me souviens très bien de tous les arguments qu'on a eus, et les recommandations de leurs petits cousins venant du provincial, et autant de réponses négatives sur des dossiers immensément importants. Alors, on se demande ensuite pourquoi on a connu ce fameux 15 novembre? Et ce laisser-aller des industries! La semaine dernière, le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Lessard) faisait part des générosités du gouvernement fédéral. C'est vrai qu'il y en a eu. Il y a eu des subventions immensément

Impôt sur le revenu

intéressantes, particulièrement au Québec, mais il y a eu aussi la disparition dans la circonscription de Berthier...

● (2202)

Une voix: Dans la circonscription de Joliette.

M. La Salle: Qui me parle de Joliette?

Une voix: Moi!

M. La Salle: Ah! C'est une autre affaire, je m'excuse. Je dis qu'il y a eu disparition de plusieurs industries, mais on ne dit pas pourquoi il y a eu disparition de plusieurs industries. On a fait des efforts sur la création de nouvelles industries, mais il y a eu malheureusement disparition, diminution de la production canadienne dans plusieurs industries. Or, comment oublier, comment faire confiance à ce gouvernement qui nous arrive en nous disant: Là, cette fois-ci nous sommes disposés à bien faire les choses. Donc, une absence de crédits suffisants à la recherche égale l'absence de politique à long terme. Et depuis 12 ans, je pense, on se demande ce qui se passe ou on se fout de ce qui se passe. Et là, récemment, à un comité mixte, le sénateur Lamontagne, ce n'est pas un progressiste conservateur, blâme directement et sévèrement le gouvernement d'avoir laissé diminuer ses crédits pour la recherche. Alors comment ce gouvernement peut-il nous demander de lui faire confiance, comment peut-il être sérieux lorsqu'il nous présente encore quelques mesures budgétaires, sachant très bien que les prédécesseurs du ministre des Finances actuel ont failli lamentablement dans toutes leurs projections, et, que je sache, à moins de quelques changements, ce sont probablement les mêmes analystes ou les mêmes économistes qui préparent les dossiers du ministre des Finances actuellement. Et on nous demande encore de faire confiance avec la preuve d'autant de faillites.

Monsieur l'Orateur, vous comprendrez que nous ne sommes pas disposés à fermer les yeux comme le souhaitait le député de Chambly tout à l'heure, et à regarder simplement vers l'avenir. Si le passé est garant de l'avenir, nous sommes obligés de rappeler aux Canadiens que les mois et les années qui vont suivre seront difficiles. Alors, dans les circonstances, monsieur l'Orateur, nous avons bien l'intention de rappeler aux Canadiens les faillites monumentales du gouvernement.

J'aimerais également faire certains commentaires au sujet d'une industrie particulière qui touche ma circonscription particulièrement, et qui intéresse énormément la province de Québec, soit l'industrie laitière. Je n'ai pas vu, je ne le crois pas, je n'ai pas vu de précisions à cet effet, de crédits spéciaux dans le contexte actuel. Et je pense, monsieur l'Orateur, que cela est important, car cela fait partie de notre économie, c'est considéré comme très important d'ailleurs dans notre industrie agricole, et je sens le besoin de rappeler au ministre l'importance et l'urgence de présenter des crédits à cet effet pour redresser la situation. Dans le domaine de l'agriculture en général, on a fait des promesses. Le ministre d'État chargé des Relations fédérales-provinciales (M. Lalonde) a fait part de rencontres qu'il y aura avec le ministre de l'Agriculture du Québec pour des subventions provenant du gouvernement fédéral, mais dans la politique laitière, monsieur l'Orateur, on a fait rêver, on a créé des espoirs énormes chez les intéressés. On a créé des espoirs énormes et on a connu, il y a deux ou trois ans, les misères et les difficultés pour les producteurs de lait. On refuse encore—je parle du gouvernement—de présenter un programme sur une échelle de cinq ans. On a parlé de limiter